FEDERATION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DU RAIL

SOLIDAIRES, UNITAIRES, DEMOCRATIQUES



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Saint-Denis, le 12 décembre 2016

<u>Austérité sur le Ferroviaire Européen !</u>

Ces 13 et 14 décembre prochain, a lieu un vote important au Parlement Européen, où le Quatrième Paquet Ferroviaire devrait être approuvé. Ce paquet, que nous avons analysé attentivement, nous laisse penser que nous avons affaire à un corps législatif qui donne à un nouveau tour de vis pour nous diriger vers la privatisation du secteur ferroviaire européen.

Avec le Réseau Rail Sans Frontières, pendant toutes ces années, nous nous sommes opposés aux mesures de privatisation qui touchent les différents réseaux publics ferroviaires des Pays membres de l'Union Européenne. Dans le cas présent, l'UE prétend qu'à partir de 2020, l'espace ferroviaire sera ouvert dans tous les états membres aux entreprises privées, et pour cela, il est prévu une adaptation normative des systèmes de sécurité, un renforcement de l'Agence Ferroviaire Européenne et une harmonisation sociale qui passe par l'unification des comités directeurs distincts et de normes qui règlent l'accès à la profession.

Pour nous, Organisations syndicales Européennes qui composons Réseau Rail Sans Frontières, les mesures d'harmonisation et d'unification normative de sécurité et de l'accès à la profession, seraient un excellent outil, si l'objectif était la protection du secteur public ferroviaire européen et social au service exclusif de la citoyenneté. Ce serait un excellent outil, s'il introduisait des mesures contre la précarité du travail dans un secteur qui requiert des professionnels très spécialisés et qualifiés, où la soustraitance de services, la temporalité et les bas salaires, sont à l'ordre du jour dans tous nos pays, avec beaucoup plus de brutalité dans les pays du sud de l'Europe. Le Quatrième Paquet Ferroviaire devrait comprendre un point qui traite de conditions de travail dignes pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur, et du respect de ces obligations. De même, il devrait prévoir des mesures contre la spéculation et la corruption, dans un secteur très lié aux pouvoirs publics, et où certaines multinationales s'accaparent l'argent public, au travers du paiement d'indemnisations des

millionnaires après la faillite de leur activité, la construction d'œuvres mégalomanes d'une utilité sociale plus que douteuse, mais qui ont des bénéfices considérables et privatisent des services ferroviaires très rentables.

Pour nous, organisations de Réseau Rail sans Frontières, l'unification doit être au service de la société, et c'est pourquoi on ne peut pas ouvrir un secteur stratégique qui a la capacité de promouvoir le progrès et d'améliorer la cohésion sociale de la citoyenneté européenne, aux mains d'intérêts privés, qui n'ont d'autre objectif que gagner de l'argent, au détriment de tout intérêt social.

L'espace ferroviaire européen doit tendre vers l'augmentation du transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer, en ouvrant de nouveaux trafics frontaliers, en créant des infrastructures ferroviaires à caractère social, en créant des tarifs compatibles entre les pays membres distincts, pour faciliter l'échange et la mobilité de la citoyenneté européenne, et le trafic de marchandises, afin que soient générées et distribuées les richesses.

Pour ce faire, c'est de la gestion et la coopération d'entreprises publiques intégrées et avec gestion transparente et démocratique, qu'il faut. Le modèle qui veut s'imposer avec ce Quatrième Paquet Ferroviaire, ce n'est autre que le néo-libéralisme, mais qui est voué à l'échec, comme nous vivons déjà, chacun, dans nos pays respectifs dans l'UE. C'est pour cela que nous appelons toutes les Organisations sociales, Politiques et Syndicales de défense du chemin de fer public et social, à nous rejoindre dans cette mobilisation contre cette implantation et à nous unir, pour contre carrer les intentions de l'UE.

Pour une règlementation européenne qui protège le chemin de fer public et social contre les spéculateurs



Le Réseau rail sans frontière regroupe des organisations syndicales de cheminots et associatives de défense du chemin de fer, d'Europe, d'Afrique, des Amériques et d'Asie. La fédération SUD-Rail est membre du Réseau rail sans frontière.